

Cher.e.s spectateur.rice.s,

Habituellement, nous nous rencontrons dans les lieux culturels, partout où les actions artistiques se développent sur le territoire.

Habituellement, c'est à travers les oeuvres que nous nous parlons.

Habituellement, ce sont les mots d'un auteur, des émotions qui nous rassemblent.

Aujourd'hui, vous nous manquez cruellement.

Ces derniers mois ont bouleversé nos vies à tous les niveaux, et apportent avec eux des transformations profondes, des **changements de modèle qui dessinent la société de l'après covid**.

Depuis le 4 mars en France, des travailleur.euse.s de la culture occupent jours et nuits des salles de spectacles. A ce jour on dénombre **une centaine d'occupations**. L'activité des lieux continue (répétitions de spectacle, captation vidéos etc...). Il ne s'agit pas d'entraver un secteur déjà très fortement pénalisé par le contexte sanitaire depuis plus d'un an, mais d'alerter l'opinion, et faire pression sur le Gouvernement face à des réformes qui favorisent la précarité. Le fameux *monde d'après* tant attendu comme une possibilité de renouveau est pour l'instant l'occasion de **remettre en cause profondément certains acquis sociaux**, notamment l'**assurance chômage** et plus généralement **la valeur du travail discontinu**.

Les travailleur.euse.s de la culture, mais aussi de la restauration, du ménage, de la sécurité, les intérimaires sont des **intermittent.e.s de l'emploi**. Les engagements professionnels de ces salarié.ee.s sont par nature discontinus (contrats courts entraînant une alternance de période d'emploi et de période chômée). Cette alternance n'est pas un choix : **c'est la logique de leur secteur**.

Ces travailleur.euse.s cotisent au système de l'assurance chômage, ce qui leur permet de percevoir des indemnités journalières dans les périodes de transitions entre deux contrats de travail. Ce système permet une égalité de droits entre salarié.ee.s en CDI et salarié.ee.s intermittent.e.s de l'emploi. Or cette égalité est aujourd'hui attaquée dans la réforme de l'assurance chômage qui vise notamment :

- à durcir les conditions d'accès au chômage (notamment en allongeant la période travaillée exigible pour prétendre à des indemnités).
- à redéfinir le calcul des indemnités journalières, nouveau calcul évidemment réfléchi dans un souci d'économie qui précarise les bénéficiaires.

Cette réforme est inique et hors de propos dans un contexte de crise grave, qui va entraîner une **hausse de plus de 20% du chômage** selon les estimations de Pôle Emploi. Inique aussi les menaces contre le régime des intermittent.e.s du spectacle, qui font parti des intermittent.e.s de l'emploi, avec notamment la possibilité d'une **non-prolongation de l'année blanche**, qui a permis à de nombreux artistes, technicien.ne.s, personnels administratifs de survivre alors que leurs activités étaient contraintes à l'arrêt.

Ce système de l'intermittence du spectacle, complexe pour beaucoup d'entre vous, est en réalité la base qui permet à des travailleur.euse.s de la culture de vivre de leur métier pour vous proposer **une offre culturelle riche**. Menacer ce système, c'est mettre fin à la professionnalisation de ce secteur, c'est donc **réduire dramatiquement le nombre de spectacles, festivals et manifestations**, réduire aussi les imaginaires en les contraignant à la rentabilité.

Il ne s'agit pas de défendre des privilèges propres à une caste. **Cela vous concerne en premier car c'est à vous, pour vous, que la création artistique se fait aujourd'hui**. Les conséquences en matière de diversité des publics sont elles aussi dramatiques : là où une politique culturelle ambitieuse travaille à s'adresser à tous, à réduire les inégalités d'accès à la culture ; une politique culturelle au rabais ne se préoccupe pas de qui prend place dans les lieux. A l'heure où notre société est exposée à la colère, à la violence, où l'on assiste à une recrudescence de la réponse policière et armée, le pouvoir de la culture et les publics sont méprisés.

Il est donc temps de s'informer et de se mobiliser.

Dans ce but, les travailleur.euse.s prenant part aux occupations, et à travers eux de nombreux syndicats, réclament notamment le **retrait pur et simple de la réforme de l'assurance chômage** ; la **prolongation de l'année blanche** pour les intermittent.e.s du spectacle au-delà du 31 août 2021...c'est à ces conditions seulement que la réouverture des lieux culturels aura un sens.

Comment se mobiliser ? La première chose est d'**être informé**. Partout où vous pouvez échanger, discuter, partager des informations, il est utile de le faire. Chaque lieu occupé organise des assemblés générales ouvertes à tous : **y assister, c'est montrer son soutien**. Il y a aussi le **soutien financier** (cagnotte en ligne ou sur place notamment).

Nombreux ont été ceux qui ont exprimé leur souffrance face à l'éloignement de la culture lors des confinements successifs : cher.ère.s spectateur.rice.s., il est maintenant temps de dire haut et fort que l'accès à **la culture doit être un droit pour tous**, garanti par l'Etat comme un **service public** ; de prendre votre place dans un débat public qui vous est confisqué ; de **défendre des formes de travail non conventionnelles mais essentielles**.

Nous avons besoin de vous, car vous êtes le sens de nos métiers.

Ce que nous défendons, nous le défendons avec et pour toutes et tous.

Gautier Marchado

Metteur en scène, comédien

Compagnie PAROLE EN ACTE

La compagnie est adhérente au SYNAVI

